

## **Appel aux communications**

### ***Les inégalités dans le système mondial: Science politique, philosophie, droit***

**Colloque international à São Paulo (Brésil)**  
**3-6 septembre 2009**

#### **Organisateurs:**

**Klaus-Gerd GIESEN, Université d'Auvergne (Clermont-Ferrand, France)**

**Marcos NOBRE, Université de Campinas/CEBRAP (Campinas/São Paulo, Brésil)**

Les inégalités diminuent-elles ou s'accroissent-elles à l'échelle mondiale? La réponse dépend naturellement des critères que l'on applique et du type d'inégalité que l'on évoque. Si l'on se réfère à la répartition des richesses économiques entre Etats, il semble que les pays émergents, dont notamment les "BRIC" (Brésil, Russie, Inde, Chine), connaissent actuellement un développement spectaculaire (mais pas nécessairement moins inégal sur le plan interne), tandis que l'Afrique subsaharienne s'enfonce dans la pauvreté. En revanche, les classes sociales, que l'on peut éventuellement conceptualiser comme étant transnationales, ont tendance à être davantage polarisées de par le monde. Sur le plan militaire, l'asymétrie de nombreux guerres et conflits est directement fonction de l'écrasante domination des Etats-Unis d'Amérique qui assurent à eux seuls environ 45% des dépenses militaires mondiales. L'accès à la ressource "droit" et "normes" s'avère tout aussi très variable selon les acteurs internationaux impliqués: certains Etats, firmes multinationales ou organisations non gouvernementales disposent de moyens financiers et de compétences considérables, engendrant de par là même une véritable emprise sur leurs concurrents. Même les problèmes environnementaux ne frappent les populations pas de la même façon: désertification en Afrique, menace existentielle sur certains Etats-îles du Pacifique, déforestation de l'Amazonie, pour ne citer que quelques exemples.

En matière de contestation sociale, on peut observer que les revendications d'égalité ont dorénavant tendance à fusionner avec celles en faveur de plus de liberté, de façon à ce que la priorité de principe accordée jusqu'à récemment à l'égalité sur la liberté s'estompe quelque peu. De là aussi le recours de plus en plus fréquent au droit et au système juridique comme champs décisifs des controverses et antagonismes sociaux qui se multiplient dans l'arène internationale. En même temps, la persistance d'inégalités structurelles, consolidant la domination des riches et des puissants, donne naissance à des nouveaux mouvements sociaux transnationaux, parmi lesquels en tout premier lieu les altermondialistes et les djihadistes, dont les idéologies et stratégies politiques témoignent d'une remise en question radicale des règles et des institutions du système capitaliste et politique mondial. En revanche, la mouvance humanitariste, également très en vogue, s'inscrit, elle, plutôt dans une logique palliative et réformatrice.

Dès lors se pose la question de savoir si et, le cas échéant, comment les utopies égalitaristes peuvent encore faire recette. Comment réactualiser les philosophies de la justice distributive internationale dans le contexte présent? Comment expliquer la durabilité des inégalités sociales, économiques, juridiques, politiques au début du 21e siècle? Comment conceptualiser les différents types d'inégalité au-delà d'une approche purement quantitativiste? Comment réévaluer l'action de certaines institutions internationales, à l'instar de la Banque mondiale ou de l'OMC, ou des politiques nationales d'aide au développement, à l'aune de leur capacité à niveler quelque peu les inégalités sociales et économiques? Comment imaginer des structures mondiales plus égalitaires en termes de sécurité et d'écologie? Comment politologiquement et juridiquement analyser le rôle d'acteurs informels

(les Clubs de Paris et de Londres, le G8, le Forum de Davos, etc.) ou de nouveaux acteurs financiers (par exemple les fonds souverains, les hedge funds et les fonds "vautour") par rapport à la pauvreté dans le monde? Comment théoriser les nouvelles configurations, désordres et instabilités du capitalisme mondial?

Le colloque a pour principal objectif non seulement de faire le point et de dégager de nouvelles pistes de réflexion au sein de trois disciplines (science politique, philosophie et droit), tout en restant ouvert aux historiens, sociologues et économistes, mais surtout de confronter les perspectives disciplinaires et, dans la mesure du possible, de les métisser. En effet, devant l'ampleur des défis actuels, le cloisonnement des disciplines académiques s'avère improductif.

\* \* \*

- Lieu du colloque: Centro Brasileiro de Análise e Planejamento (CEBRAP), São Paulo (Brésil), Rua Morgado de Mateus 615.
- Institutions académiques organisatrices: Centro Brasileiro de Análise e Planejamento (CEBRAP), São Paulo (Brésil), et Centre de recherche Michel de l'Hospital de l'Université d'Auvergne, Clermont-Ferrand (France).
- Langues de travail: français et anglais
- Le nombre de participants est limité. Les frais de voyage et de séjour sont entièrement à la charge des participants. Cependant, aucun frais d'inscription ne sera perçu. Les organisateurs aideront les participants à trouver un logement sur place.
- Les communications écrites doivent parvenir aux organisateurs, par courrier électronique exclusivement, au plus tard le 30 juin 2009. Elles seront ensuite diffusées auprès de tous les participants. La présentation orale se limitera à 15 minutes et sera suivie d'une discussion avec les participants censés avoir lu tous les papiers avant leur arrivée à São Paulo.
- Les propositions de communication en format PDF, incluant notamment un titre et un résumé substantiel, sont les bienvenues à l'adresse électronique suivante:  
[<inequalities2009@gmail.com>](mailto:inequalities2009@gmail.com)
- Comme le colloque vise la conceptualisation et la théorisation, les propositions de communication exclusivement empiriques ne seront pas prises en considération.

Dernier délai pour l'envoi des propositions de communication: **28 février 2009**.

---

### Call for papers

#### ***Inequalities in the World System: Political Science, Philosophy, Law***

**International Symposium in São Paulo (Brazil),  
September 3-6, 2009**

#### **Organizers:**

**Klaus-Gerd GIESEN, Université d'Auvergne (Clermont-Ferrand, France)**  
**Marcos NOBRE, Université de Campinas/CEBRAP (Campinas/São Paulo, Brazil)**

Are global inequalities shrinking or increasing on the global scale? Obviously, the answer depends on the criteria applied to measure it, as well as the types of inequality to focus on. If one refers to the economic distribution of wealth among states, the emerging economies, notably the BRIC (Brazil, Russia, India, China), experience a spectacular surge (but not

necessarily less unequal on the domestic level), while sub-Saharan Africa deeper dives into poverty. However, when appraised from the angle of social-class divide, which possibly can be conceptualized as being transnational, inequality emerges as a factor that keeps polarizing the world society. As far as the military dimension is concerned, the asymmetry of wars and conflicts stems directly from the United States' overwhelming responsibility for 45% of the world's military expenditures. Access to the resources "law" and "norms" also varies by type of actor: Some states, multinational enterprises, and non-governmental organizations enjoy considerable financial capacities and competences, enabling them to exert domination on competitors. Even environmental concerns come to affect populations differently as desertification in Africa, the threat of submergence of South Pacific island-states, and the deforestation of the Amazons have suggested, to mention only a few examples.

Referring to social protests, claims for equality tend now to fuse with demands for enhanced liberty, in a way that the primacy of the principle of equality over liberty is somehow relativized. This trend explains the recently accumulating recourse to justice all over the world, arising from an expectation to resolve, and empowered to decide, social controversies and antagonisms which multiply in the international arena. At the same time, the persistence of structural inequalities bolstering the domination of the rich and powerful has encouraged the burgeoning of new transnational social movements. Among them the anti-globalization movements and the jihadists which subscribe to ideologies and pursue strategies to radically bring the rules and institutions of the global capitalist and political system in question; on the other hand, the humanitarian movement, equally en vogue, offers a rather healing and reformist approach.

Consequently, the critical question is if and how egalitarian utopias can still be successful. How can the philosophies of international distributive justice be re-adjusted to once again be relevant in the new context? How can the durability of social, economic, legal, and political inequalities of the early 21st century be explained? How can the different types of inequalities be conceptualized beyond a purely quantitative approach? How to re-evaluate the action of international organizations such as the World Bank and the WTO, or national politics of development assistance, and measure them against their actual capacity to somewhat level social and economic inequalities? How to conceive of more equal global structures of security and ecology? How to politically and legally analyse the role of informal actors (the Paris and London Clubs, the G8, the Davos Forum, etc.) or the new financial actors (e.g. sovereign funds, hedge funds, "vulture funds") in relation to poverty in the world? How to theorize of the new constellations, disorders, and instabilities in world capitalism?

The primary goal of the conference is not only to identify and elicit new tracks of reflection within the three disciplines (political science, philosophy law), while remaining open to historians, sociologists and economists, but above all to confront the disciplinary perspectives and to fuse them together, if possible. Indeed, in the face of today's enormous challenges, disciplinary seclusion will prove nonproductive.

\* \* \*

- Place of meeting: Centro Brasileiro de Análise e Planejamento (CEBRAP), São Paulo (Brésil), Rua Morgado de Mateus 615.
- Organizing institutions:  
Centro Brasileiro de Análise e Planejamento (CEBRAP), São Paulo (Brésil), and Centre de recherche Michel de l'Hospital de l'Université d'Auvergne, Clermont-Ferrand (France).
- Meeting working languages: English and French
- The number of participants is limited. Travel and accommodation expenses are the responsibility of the participants. There are no registration fees. The organizers will provide information to assist in finding reasonable accommodation.

- Written papers must be submitted only via email and no later than June 30, 2009. The papers will immediately be forwarded to all participants. The oral presentation of each paper is limited to 15 minutes, and will be followed by a plenary discussion based on the assumption that all participants had read all the papers prior to their arrival in São Paulo.
- Applicants are invited to submit a paper proposal in PDF format, including paper title and a substantial abstract to the following address: <[inequalities2009@gmail.com](mailto:inequalities2009@gmail.com)>
- As the meeting will focus on conceptualization and theorization, essentially empirical papers will not be considered.

Deadline for submission of paper proposals: **February 28, 2009**.